

**Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs.**

<http://regulation.revues.org/>

## Appel à contribution

**Transformations et Transitions dans l'agriculture et l'agroalimentaire :** Renouveler les approches institutionnalistes sur l'agriculture et l'alimentation: la "grande transformation" 20 ans après.

*Coordination : Gilles Allaire, Pierre Labarthe, Martino Nieddu.*

En 1995 paraissait un ouvrage collectif, édité par Gilles Allaire et Robert Boyer, qui traitait de « la grande transformation de l'agriculture » à partir de recherches s'inscrivant dans les courants régulationnistes et conventionnalistes. Le but de cet ouvrage était, dans un contexte de renouvellement des théories, de privilégier l'analyse des institutions, des organisations et des conventions. S'il apparaissait alors, d'une part, une fragilité des trajectoires d'intensification et d'autre part, la construction de dispositifs marchands et de stratégies de différenciation à différents niveaux, la caractérisation d'un (ou de) nouveau(x) modèle(s) en émergence restait délicate. Que peut-on en dire 20 ans plus tard ? Quelles sont les tendances actuelles et quels éclairages nouveaux peuvent être apportés sur la place de l'agriculture et de l'alimentation dans la dynamique du capitalisme. Là est la première motivation de cet appel à contribution ?

Sont donc bienvenues des analyses, qui avec une approche institutionnaliste, peuvent se situer dans différentes disciplines et courants, et s'ouvrir à des perspectives peu mobilisées dans *La grande transformation de l'agriculture* de 1995, comme l'économie politique internationale ou l'économie écologique. Ce dossier spécial aura pour ambition de contribuer au renouvellement d'un programme de recherche régulationniste sur les transformations des régimes de fonctionnement et les crises des agricultures contemporaines, en l'inscrivant dans un pluralisme d'approches théoriques et méthodologies.

Aujourd'hui, comme hier, l'analyse des formes sociales de l'agriculture doit embrasser différents niveaux : au delà des scènes politique et médiatique, les bases matérielle, cognitive et sociale des activités, les dispositifs techniques et financiers, le lien avec les agro-industries, les marchés, qui se sont internationalisés, les politiques publiques, réformées, souvent par démantèlement de dispositifs de régulation ayant un effet de répartition des productions sur les territoires. Depuis les années 1990, qui ont vu le démarrage d'un processus de réforme libérale de la Politique Agricole Commune (1992), puis l'entrée en vigueur du Marché Unique (1997), la fin de l'Uruguay Round et la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (1994), la Convention sur la biodiversité (1992), le contexte international a connu d'importants changements par rapport à la période des années 1960 (celle de la maîtrise nationale des politiques agricoles, du néocolonialisme et de la guerre froide) : retour sur

l'importance de l'agriculture dans l'économie des pays émergents, développement des utilisations non alimentaires des végétaux, financiarisation de la couverture des risques et crises financières, généralisation des partenariats publics-privés dans les politiques de recherche et de soutien à l'innovation, crise « alimentaire » de 2008 et renversement de la tendance d'évolution des prix agricoles, concentration urbaine (concurrence sur le foncier, agriculture urbaine...), transformations des formes de production, mouvements migratoires, mouvements sociaux autour de l'alimentation et de la nature, contre l'accaparement de la terre, etc.

Ce qui est attendu des contributions est, d'une part, une lecture critique des processus dominants par le passé (longue période ou depuis deux ou trois décennies), déconstruisant les éléments participant à la reproduction, à l'épuisement ou à la radicalisation des tendances passées et, d'autre part, une analyse des caractéristiques originales des agricultures contemporaines, en ce qui concernent notamment l'internationalisation des chaînes de valeur, la financiarisation, les régimes et modèles alimentaires, la dimension écologique et les instruments de politique économique dans l'espace politique de l'agriculture.

Sont bienvenus les travaux opérant un retour sur l'industrialisation de l'agriculture et la question paysanne, à partir d'une vue internationale et comparative et une optique d'histoire globale et de longue période ; des travaux sur les crises structurelles de ce mode de développement, tout autant que des travaux sur les nouveaux moteurs de l'industrialisation et d'un néo-productivisme. Sont également bienvenus des travaux qui interrogent les discours et politiques publiques et les systèmes publics ou privés de normalisation en rapport avec le « développement durable » ou la multifonctionnalité agricole, ainsi que les perspectives tracées au nom de la bioéconomie (agro-carburants, chimie « verte »...).

La notion de globalisation a un caractère faussement évident. Il convient d'en interroger la réalité. Pour la majorité des habitants de la planète, les principaux problèmes quotidiens sont liés à des phénomènes et/ou acteurs locaux ou nationaux. Ils ne sont pas cependant à l'écart des flux migratoires, financiers, d'information. C'est dans cet entre-deux que l'on peut interroger la « globalisation » : sur l'internationalisation des systèmes alimentaires et des économies agricoles (crise de 2008, dérégulation, enjeux globaux, acquisitions foncières à grande échelle...), sur les rapports entre financiarisation et marchés locaux, sur la diffusion des normes, standards et procédures de certification, sur les nouvelles institutions régulant la production et la diffusion des connaissances, sur les pratiques de consommation alimentaires et les conventions de qualité, etc.

Si l'objectif d'une « transition écologique et énergétique », dont l'agriculture est un élément déterminant, est devenu politiquement correct et l'objet de nombreuses prises de position, celles-ci s'opposent sur les voies à privilégier et sur le sens profond de cette « transition ». La notion de transition a un usage polymorphe et renvoie à une diversité de transformations sociales dans différents contextes économiques et géopolitiques. Le concept analytique de transition a désormais un usage principalement normatif, plusieurs programmes étant en compétition. Elle est utilisée pour désigner des objectifs politiques, mais tend alors à rabattre

la complexité des phénomènes sur des questions techniques. Les questions sociales, quant à elles, si elles sont présentes dans le débat, ne sont que rarement explicitement intégrées dans la conception des « transitions ». Un travail critique est nécessaire. Il faut revenir sur la complexité des « transitions » qui concernent les modes de production, les marchés et la géopolitique des systèmes agro-alimentaires ou de production de biomasse non alimentaire.

**Coordinateurs du dossier :**

Gilles Allaire : [allaire@toulouse.inra.fr](mailto:allaire@toulouse.inra.fr)

Pierre Labarthe : [pierre.labarthe@agroparistech.fr](mailto:pierre.labarthe@agroparistech.fr)

Martino Nieddu : [martino.nieddu@univ-reims.fr](mailto:martino.nieddu@univ-reims.fr)

**Date limite d'envoi des articles : 21 mars 2015**

Les articles d'une longueur maximale de 60 000 signes (espaces compris), doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante : [regulation@revues.org](mailto:regulation@revues.org), en précisant l'appel à contribution. Ils doivent impérativement être présentés selon les normes de la revue (cf. [Les instructions aux auteurs.](#)). Ils seront soumis à des relecteurs anonymes selon les procédures de la revue.

Il est souhaitable que les personnes ayant l'intention de proposer un article prennent contact avec les coordinateurs du dossier.